

MERCREDI 1 FEVRIER 2017

SOMMAIRE

- 1) **Les profileurs**
- 2) **L'important « c'est la rose »**
- 3) **Il n'est plus le seul...**
- 4) **Elle va devoir faire des ménages**
- 5) **Patience et ténacité...**



Gérard Diez La Presse en Revue

I) Sondage : Sociologie, politique, motivation, le profil des électeurs de la primaire

Notre sondage Harris Interactive, réalisé pour Public Sénat et LCP-AN, livre plusieurs clés d'analyse sur le profil des personnes qui ont participé au premier tour de la primaire de la Belle alliance populaire.

Sociologie des électeurs

Un tiers des votants de la primaire se disent proches du PS. Les sympathisants du Parti socialiste ne représentent que 37% des personnes ayant voté au premier tour de la primaire, selon notre sondage Harris Interactive, réalisé pour Public Sénat et LCP-AN. Parmi cet électorat qui s'est déplacé ce dimanche, 22% se dit proches de la gauche hors-PS, 18% de la droite, du centre ou du Front national. 15% se disent sans préférence partisane.

Arnaud Montebourg a l'électorat le plus à

droite. Manuel Valls est le candidat qui a le plus convaincu sa famille politique. Parmi les personnes ayant voté pour lui, 56% sont sympathisants du Parti socialiste, contre 37% chez Benoît Hamon, et 34% chez Arnaud Montebourg. Quant à la gauche hors-PS, elle forme 32% de l'électorat de Benoît Hamon, 22% de celui d'Arnaud Montebourg, et 14% de celui de Manuel Valls. Chez Arnaud Montebourg, 25% de ses électeurs se disent sympathisants de la droite, du centre ou du Front national. Cette part tombe à 14% chez Manuel Valls, et même 10% chez Benoît Hamon. Certains électeurs n'expriment pas de préférence politique.

Le sondage nous apprend également que Manuel Valls est le candidat qui a le plus convaincu les jeunes : 28% de ses électeurs sont des 18-34 ans, contre 23% chez Benoît Hamon, et 22% chez Arnaud Montebourg. Il est également celui qui a

le plus mobilisé les inactifs : ils représentent 40% de son électorat, contre 38% chez Arnaud Montebourg et 34% chez Benoît Hamon. Au total, les inactifs représentent 36% des personnes ayant voté à cette primaire.

Comment a été motivé le choix des électeurs ?

Dans les éléments qui ont « joué beaucoup » dans la décision des électeurs, l'honnêteté du candidat choisi est citée en premier (55% des électeurs), devant le projet du candidat (54%). En troisième et quatrième motivation, on retrouve la volonté de s'assurer que le candidat soit présent au second tour (50% des électeurs), et la personnalité du candidat (46%).

Chez les électeurs de Benoît Hamon, c'est le projet du candidat qui arrive en tête des motivations de vote : 65% des personnes ayant voté pour lui estime que cet élément a « joué beaucoup » sur le choix. Chez Arnaud Montebourg et Manuel Valls, cette proportion atteint 54% et 43%.

La première motivation des électeurs de Manuel Valls est sa capacité à battre le Front national lors de la présidentielle (une raison invoquée par 55% de ses électeurs).

Les motifs de non-participation

Différentes raisons expliquent le fait de ne pas être allé voter. L'absence de confiance dans les responsables politiques est citée par 73% des personnes concernées. L'absence d'intérêt arrive en deuxième position (citée par 68%).

Le candidat désigné n'a aucune chance de gagner la présidentielle : cette est la troisième la plus évoquée par les Français qui ont refusé de participer à la primaire. Enfin, 52% de ces personnes estiment que le fait de ne pas participer à la primaire est un moyen d'exprimer son mécontentement à l'égard de la politique de François Hollande.

L'enquête a été réalisée en ligne le dimanche 22 janvier 2017, sur un échantillon de 6223 personnes, représentatif des Français âgés de 18 ans et plus, dont 934 électeurs au premier tour de la primaire organisée par le Parti socialiste et ses alliés. Elle a été organisée selon la méthode des quotas et redressement appliqués aux variables suivantes : sexe, âge, catégorie socioprofessionnelle et région de l'interviewé(e).

II) Victoire de Benoît Hamon : "l'important est de rassembler la gauche" - Michel Liebgott, député PS de Moselle

Par Ulysse Khalife, France Bleu Lorraine Nord



Michel Liebgott, député-maire PS de Fameck. © Maxppp - PhotoPQR / Le Républicain Lorrain

Benoît Hamon sera le candidat socialiste pour l'élection présidentielle d'avril et mai prochain. Il a largement remporté la primaire hier face à Manuel Valls, avec près de 59% des voix. Soutien de l'ancien Premier ministre, Michel Liebgott, le député PS de Fameck, se demande désormais qui soutenir.

Benoît Hamon large vainqueur du second tour de la primaire du PS et de ses alliés, ce n'est pas une surprise pour le député-maire socialiste de Fameck. Invité de France Bleu Lorraine ce lundi matin, Michel Liebgott a reconnu qu'il sentait le coup venir : "Ces cinq dernières années, on a bien vu monter un phénomène lié aux frondeurs, qui ont contesté la politique de François Hollande et de Manuel Valls".

S'agissant de la participation, "Ont voté hier des gens qui votent habituellement socialiste", d'après Michel Liebgott, "mais aussi qui votent simplement à gauche". **Près de 2 millions de personnes se sont rendues aux urnes** dimanche pour le second tour de cette primaire, **c'est deux fois moins par rapport la primaire de la droite en novembre**. Le député-maire de Fameck regrette cette plus faible mobilisation à gauche, et regrette surtout que l'ancien ministre de l'Économie n'ait pas pris part à cette primaire :

S'il avait participé, Emmanuel Macron aurait

aujourd'hui la légitimité qu'a Benoît Hamon. Si on se rapproche de lui, il devra nous expliquer sa méthode pour battre la droite et l'extrême droite, puisqu'une gauche divisée part forcément avec un handicap. Je continue de penser qu'il faut rassembler"

- Michel Liebgott, député-maire PS de Fameck

Ce mardi, Michel Liebgott est justement invité à une réunion avec les réformateurs du Parti socialiste pour envisager de rejoindre le candidat du mouvement En Marche. Quant à savoir si certains de ses collègues députés socialistes vont rejoindre Emmanuel Macron dans l'optique de négocier des places pour les législatives, le député-maire de Fameck, jadis soutien de Lionel Jospin puis François Hollande, se veut plus sceptique : "Pour l'instant ne vois pas un départ massif vers Emmanuel Macron : on connaît moins son projet que sa démarche. Les contacts que j'ai pu avoir montrent qu'il y a un attachement au parti, à cette grande famille. On n'en sort pas pour rejoindre ce qui reste encore le flou".

"Chez les socialistes, on est très à gauche lorsqu'il s'agit d'adopter des motions, mais lorsqu'on gouverne il y a toujours un recentrage", commente Michel Liebgott. "Pour autant, nous sommes dans le même parti, nous défendons la même histoire, et Benoît Hamon va quand même devoir discuter avec Manuel Valls, qui a fait plus de 40% des voix au second tour" .

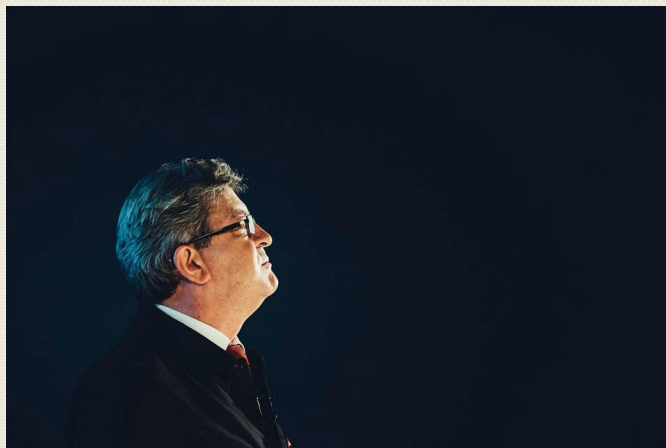
francebleu.fr



LAPRESSEENREVUE.EU

III) Chonchon, le Mélenchon

Par Laurent Joffrin, Directeur de la publication de Libération



Jean-Luc Mélenchon présente ses vœux à Paris, le 5 janvier 2017. Photo Boris Allin. Hans Lucas pour Libération

Mauvaise nouvelle pour Jean-Luc Mélenchon : la gauche vit encore. La nette victoire de Benoît Hamon, si elle présente beaucoup d'incertitudes, aura un effet certain : affaiblir le candidat de la «France insoumise». Jusque là, il pouvait se poser en procureur unique du «social-libéralisme». Détenteur du ministère de la vraie gauche, il pouvait fustiger sans fin les trahisons du gouvernement Valls, les renoncements du quinquennat Hollande, la décrépitude du PS, l'audace des propositions «insoumises», inspirées du mouvement altermondialiste. Problème : sur tous ces points, Hamon lui tient désormais la dragée haute. Le vainqueur de la primaire socialiste a critiqué lui aussi le tournant social-libéral de Hollande ; il a battu Valls dans un combat à la loyale ; il a démontré qu'un socialiste pouvait rajeunir son discours sans l'édulcorer, en reprenant à son compte les aspirations du mouvement social ; il a donné au PS à la fois un coup de jeune et un coup de gauche. Dans ces conditions, l'électeur progressiste se demandera où est la vraie originalité des «insoumis», sinon dans l'agressivité verbale et dans une devise à la Dupont-Dupond : «Et je dirai même plus...»

Comme les ennuis volent toujours en escadrille, un sondage Kantar Sofres-One du Figaro vient aussi contredire l'argument de l'efficacité électorale. Il y a quelques jours, Mélenchon ironisait, un peu comme Malraux jadis, sur le thème «entre moi et Macron, il n'y a rien». Patatras : l'enquête publiée hier donne 20 points à Macron, 10 à Mélenchon et... 15 à Hamon. Entre

les deux candidats du centre gauche et de l'extrême-gauche, il y a un socialiste élu par près de deux millions de personnes et nanti d'un capital sondagier. S'il fallait un jour choisir le champion d'une gauche hypothétiquement réunie, celui du PS serait évidemment mieux placé. Bien entendu, Jean-Luc Mélenchon refusera de se désister, quoi qu'il arrive. Mais alors l'électeur risque de se poser une question toute bête : à quoi sert Mélenchon ? A faire perdre la gauche ?

C'était hier

Le bon discours de François Fillon à la Villette pourra-t-il le sauver ? Le candidat LR a multiplié les formules bien venues, les envolées électrisantes et les confessions tout en retenue vibrante. Le candidat de la droite n'est pas mort, loin de là, et il peut espérer survivre en tablant sur l'amnésie progressive de l'opinion et sur un dossier judiciaire qu'il pourra plaider (c'est à l'accusation de prouver l'emploi fictif). Reste un problème têtue : celui des faits.

François Fillon n'a toujours pas fourni à l'opinion d'éléments concrets venant attester la réalité du travail fourni par son épouse. Pis : il a joué sur la simplicité en déclarant qu'il n'avait qu'un seul compte «au Crédit Agricole de Sablé-sur-Sarthe».

Or il en a au moins deux, puisque l'Assemblée exige un compte spécial pour les transactions liées au mandat des députés. Pas grave, mais encore une fois imprécis. Sa femme travaille et ne travaille pas, ses fils sont avocats mais ne le sont pas encore, il a un seul compte et au moins deux. Demi-vérité ou post-vérité ?

Deux députés «réformistes» ont annoncé leur intention de rallier Emmanuel Macron. Les macronophiles du PS vont se réunir pour élaborer un texte commun. Le risque est réel pour Benoît Hamon. Mais ces transfuges courent aussi un risque : si Hamon fait un score honorable (ce n'est pas gagné), le PS restera incontournable dans des législatives. Dans ce cas, l'étiquette Macron ne suffira pas. Adieu réélection...

Fillon n'est pas le seul à avoir des ennuis avec des emplois supposés fictifs. Marine Le Pen doit batailler contre le Parlement européen qui lui reproche d'avoir eu une assistante rémunérée par l'institution mais qui travaillait en fait pour le parti frontiste.

Une information judiciaire est ouverte, mais le Parlement réclame déjà le remboursement des sommes versées, plutôt coquettes. Curieusement,

cette affaire fait peu de bruit, infiniment moins, en tout cas, que celle de Fillon.

Laurent Joffrin Directeur de la publication de
Libération

liberation.fr



IV) Emplois présumés fictifs: Marine Le Pen doit rembourser 340.000 euros



© Fournis par BFMNews

Dernier jour pour Marine Le Pen. Alors que François Fillon est mis en difficulté par l'enquête sur la rémunération d'attachée parlementaire de sa femme, la présidente du parti d'extrême droite est également inquiétée à propos d'emplois présumés fictifs.

Ce mardi 31 janvier au plus tard, elle doit commencer à rembourser un peu moins de 300.000 euros au Parlement européen.

En cause: deux emplois de ses collaborateurs qui n'auraient travaillé que pour son parti en France.

L'affaire comprend deux dossiers, pour laquelle Marine Le Pen a reçu deux lettres. Au total, elle doit 340.000 euros à l'institution européenne.

Une assistante parlementaire qui travaillait à Nanterre

Une première lettre avait été envoyée le 9 décembre concernant le cas le plus sérieux, qui concerne Catherine Griset. C'est celui-ci que la présidente du FN est sommée de commencer à rembourser dès ce mardi.

Catherine Griset était une assistante accréditée au Parlement européen pendant plusieurs années. Seulement, elle ne travaillait pas dans les locaux de l'institution. Aussi, le Parlement estime qu'elle exerçait une "activité reconnue" au siège du Front national à Nanterre, sous l'autorité directe de cette dernière.

En d'autres termes, la présidente aurait bénéficié de fonds européens pour un emploi local en France, ce qui est contraire au règlement du Parlement. Dans ce dossier, la somme totale à rembourser s'élève à environ 298.400 euros.

Son garde du corps aussi a été payé par le Parlement

Le second dossier concerne un autre assistant, Thierry Légier, le garde du corps de Marine Le Pen, pour un montant de plus de 41.500 euros. Dans ce cas-ci, le recouvrement devrait commencer à une date ultérieure, car la lettre du Parlement a été envoyée mi-janvier.

En l'absence de remboursement dans les délais requis, Marine Le Pen pourrait se voir retirer 50% de son salaire d'eurodéputée, selon la source parlementaire. Thierry Légier a perçu ces salaires en 2011 et Catherine Griset de 2010 à 2016.

Une "manœuvre" pour son avocat

Fin octobre, l'avocat de Marine Le Pen, Marcel Ceccaldi, avait dénoncé dans cette affaire une "manoeuvre" pour "gêner l'action de Marine Le Pen au Parlement européen".

"Comment peut-on séparer le travail d'assistant d'un député européen et ses activités auprès de la présidente d'un grand parti politique? Les questions européennes et les questions sociétales françaises comme les flux migratoires ou l'espace Schengen sont intimement liées", avait-il alors avancé.

Marine Le Pen, candidate FN à la présidentielle, a accusé vendredi le Parlement européen d'agir "en violation" de l'Etat de droit".

"Je me battraï, je suis convaincue que je gagnerai contre le Parlement européen. (Il) a agi en violation de toutes les règles de l'Etat de droit et du droit français", a accusé la présidente du FN lors d'une conférence de presse à Denain, dans le Nord.

Information judiciaire ouverte en France

A ce jour, Marine Le Pen n'a fourni aucune preuve de leur travail pour l'Union européenne. La présidente du Front national avait en effet la possibilité de justifier de ces deux emplois en fournissant des éléments pouvant attester de leur véracité. Mais elle n'a fourni aucune explication.

En parallèle de la procédure engagée par le Parlement européen, le pôle financier du parquet de Paris a ouvert mi-décembre une information judiciaire sur ce dossier pour abus de confiance et recel, escroqueries en bande organisée, faux et usage de faux et travail dissimulé. Elle fait suite à une enquête conduite depuis mars 2015 par le parquet, qui avait été saisi par le Parlement européen.

E. H. avec AFP

msn.com



LAPRESSEENREVUE.EU

V) Benoît Hamon, vingt-cinq ans de patiente conquête

Par stéphane alliès

Benoît Hamon récolte les fruits d'un long travail d'unification des réseaux de jeunesse du PS et de la construction d'un courant né du rocardisme et ancré à l'aile gauche du parti. Longtemps minoritaire en interne, Hamon l'emporte sur un Manuel Valls défenseur de la ligne « sociale-libérale ». Retour sur une ascension aussi imprévue que prévisible.

Cette primaire contre Benoît Hamon, Manuel Valls l'a en réalité perdue il y a près de 24 ans. En avril 1993, après des législatives calamiteuses sur fond de fin de règne mitterrandiste, Michel Rocard accède enfin à la tête du PS, en faisant alliance notamment avec la Gauche socialiste (GS) de Julien Dray et Jean-Luc Mélenchon. La présidentielle de 1995 est dans le viseur du héraut de la deuxième gauche, qui lance des chantiers de rénovation et parle de grand « big bang » à gauche.

Manuel Valls devient secrétaire national du PS à la communication, et c'est à lui de désigner ses successeurs à la tête des jeunes rocardiens. Dans ce courant, une nouvelle génération conteste l'entre-soi et le bling-bling des années Valls-Fouks-Bauer, mais aussi l'accompagnement du modèle néolibéral qui s'impose dans les discours rocardiens. Pour les clubs Forum, véritable machine de guerre électorale construite autour de Rocard pour sa victoire, Valls choisit deux hommes de confiance : Christophe Clergeau et Olivier Faure. Quant à Benoît Hamon, l'un des chefs de file de l'aile critique, il l'envoie au Mouvement des jeunes socialistes (MJS), alors une coquille vide chapeauté par des jeunes déjà "vieux" (Jack Lang ou Claude Bartolone en étaient les tuteurs à la fin des années 1980).

En l'espace de deux ans, l'étudiant brestois Hamon réussit alors un "coup" fondateur : l'un des meneurs de la fronde interne au rocardisme, venue des AG syndicales de Bretagne, Nancy ou Lyon, obtient de Rocard l'autonomie du MJS, c'est-à-dire des instances de direction propres et sans intervention de Solférino, un fichier d'adhérents et l'organisation d'une vie

démocratique indépendante de celle du PS, qui commencera par le congrès d'Avignon en novembre où il est élu président. Hamon est le seul rocardien à rester en place quand l'ancien premier ministre de Mitterrand se fait débarquer du PS au bout d'un an à peine, après la lourde défaite aux européennes de 1994 qui scelle la fin de ses ambitions nationales. « Là, Manuel et ses potes se retrouvent comme des glands : les clubs Forum ne servent plus à rien puisque Rocard n'est plus candidat à la présidentielle, en revanche Benoît a un appareil », sourit un ancien minot de l'époque devenu député en 2012, Gwenegan Bui.

Vingt-quatre ans plus tard, en décembre 2016, après le renoncement de Hollande, Benoît Hamon, 49 ans, est le candidat le mieux organisé dans le parti, ce qui explique aussi sa victoire au terme d'une campagne éclair. Cette victoire ne vient pas de nulle part, mais apparaît comme le dénouement de la patiente structuration d'un courant efficace dans les jeux d'appareil, mais aussi dans la rénovation théorique et idéologique du socialisme français, ou de ce qu'il en reste. Au gré des soubresauts des congrès socialistes et des mouvements sociaux et étudiants, Benoît Hamon a finalement réussi à incarner l'aile gauche du PS en restant fidèle à ses idées de jeunesse, recueillant ce dimanche au second tour de la primaire plus d'1,2 million de suffrages. Itinéraire d'une accession au sommet aussi imprévue que prévisible.



La nouvelle direction du PS dirigé par Michel Rocard en 1993. Entre autres sur la photo : Benoît Hamon, Jean-Christophe Cambadélis, Claire Dufour, Jean-Luc Mélenchon, Pierre Moscovici,

Retour en 1993. Les soubassements des équilibres internes de la famille socialiste s'ébranlent en toute discrétion dans la fin de l'ère mitterrandiste. En un an, Jean-Christophe Cambadélis perd la majorité de l'Unef-ID au profit de la gauche socialiste de Julien Dray, grâce au revirement de ces mêmes jeunes rocardiens en rupture. En renversant leur alliance, ils rompent surtout l'accord passé de longue date entre les "Cambas" (anciens trotskistes de l'OCI désormais

au service d'un autre ancien lambertiste, Lionel Jospin) et Manuel Valls (ensemble, ils cogèrent également la Mnef – mutuelle étudiante – depuis le début des années 1980). C'est le début d'un long processus de rapprochement avec la jeune garde syndicale du courant Dray-Mélenchon.

Les jeunes rocardiens tendance Hamon ne se contentent pas de la prise du MJS. Ils fondent deux ans plus tard à Créteil, en février 1995, un nouveau courant : "Nouvelle gauche" (NG). « On ne pèse rien, on n'a pas de leader, mais on est jeunes, issus du syndicalisme étudiant et de l'associatif, et on coupe le cordon avec les mentors et ce rituel de courants construits autour de personnalités dirigeantes du parti, se souvient l'eurodéputé Guillaume Balas. Désormais, on pouvait courir entre les jambes des éléphants. » Leur texte fondateur, "Refonder", met clairement l'accent sur le besoin de renouvellement au PS et assume un parti pris jeuniste.

« Il n'existe pas vraiment, pour nous, d'événement fondateur comme ont pu l'être la guerre d'Algérie ou Mai-68 pour certains de nos aînés. Marqué au fer européen, notre engagement coïncide peu ou prou avec la crise du vieux mode de production industrielle, l'effondrement du communisme et un contexte de montée des nationalismes et des extrémismes un peu partout dans le monde », écrivent ces « jeunes de gauche », qui se disent « exigeants et impertinents ». Ils affirment ne plus vouloir « accepter les compromissions de toutes sortes et les manquements répétés à la parole donnée. Nous n'avons pas accepté les ralliements successifs au mode de pensée dominant, le conformisme en politique économique et le consensualisme en politique étrangère ».

Étoile montante du parti, Martine Aubry couve cette génération d'ex-rocardiens désireux de se positionner à l'aile gauche, alors que Lionel Jospin prend le leadership du PS en opérant une « synthèse des deux gauches ». Celle qui sera ministre du travail fera de Benoît Hamon son conseiller politique, lui permettant avec ses proches de consolider la structuration du réseau "Nouvelle gauche" au MJS, mais aussi dans d'autres secteurs de jeunesse. Alors que la Gauche socialiste explose peu à peu, au fur et à mesure des désaccords entre Dray et Mélenchon sous le gouvernement Jospin, puis après le 21 avril 2002, Nouvelle Gauche devient l'allié privilégié des jeunes de la GS lors du sauvetage de la mutuelle étudiante (après le scandale et la liquidation de la Mnef). La direction de l'Unef (Pouria Amirshahi, Isabelle Thomas et Pascal Cherki) s'oppose

frontalement à Julien Dray et le rapprochement avec les hamonistes se précise, chacun ouvrant les instances dirigeantes de ses organisations à l'autre.

« Si tu te plantes, tu payes. Si tu te plantes pas, tu passes à l'étape suivante »

En parallèle, au sein du PS, Nouvelle Gauche et Hamon vont constituer le troisième pilier du Nouveau Parti socialiste (NPS) d'Arnaud Montebourg et Vincent Peillon (où Dray ne fera que passer avant de se rallier à François Hollande), alors que les jeunes de la GS (et Mélenchon de son côté) se rapprochent d'Henri Emmanuelli. Lors du meeting fondateur dans l'amphi Richelieu de la Sorbonne, Hamon prend la parole au même titre que Peillon et Montebourg, et même s'il prend nettement moins la lumière, "NG" fournit les troupes les plus organisées, jeunes et militantes.



Peillon, Hamon et Montebourg en octobre 2002. © Rimbus le blog

Après le congrès de Dijon en 2003, où le NPS réalise près de 17 % et arrive devant la motion d'Emmanuelli, Benoît Hamon est la cheville ouvrière de l'élargissement du courant vers ce dernier. En décembre 2004, la fin de "Nouvelle Gauche" est actée, au profit d'une fusion avec le courant Alternative socialiste, celui d'Emmanuelli qui adoube dès lors Benoît Hamon. Il tient désormais toutes les organisations de jeunesse socialistes (MJS, Unef, LMDE, la mutuelle des étudiants).

Mais cette fusion intervient finalement quand Hamon s'est éloigné de l'animation quotidienne du courant. Il a été élu député européen et s'investit au parlement de Strasbourg, alors que les historiques de Nouvelle Gauche atteignent tous "l'âge politique adulte", obtiennent des mandats ou se concentrent sur leur vie professionnelle après les années fac...

« Il a souffert, comme tous ceux qui l'ont été à sa

suite, du “syndrome de l’ex-président du MJS à vie” », dit David Lebon, lui-même ancien président du MJS à cette période. Si les nouvelles générations continuent à être formées, certains s’autonomisent à leur tour de la tutelle hamoniste, soit en allant soutenir d’autres dirigeants du parti (notamment Martine Aubry), soit en pensant à leur propre destin (notamment Razzy Hammadi, président du MJS lors du CPE en 2005).

Lors du congrès du Mans, le NPS se divise sur la synthèse proposée par François Hollande. Hamon et Emmanuelli sont, avec Peillon, de ceux qui l’acceptent. Montebourg la refuse. Fin de l’histoire militante, et début d’une nouvelle ère pour Benoît Hamon. Après avoir poussé Hollande pour qu’il se présente à la présidentielle de 2007, il s’abstient de faire la campagne de Ségolène Royal, finalement investie, et qui perdra face à Nicolas Sarkozy. Pour Hamon, il est désormais temps de se lancer à son compte dans la compétition interne socialiste.

En 2008, il dépose sa motion au congrès de Reims, et semble avoir mûri son discours, tout comme bien défini sa cible. Dans un entretien à Mediapart en mai, il met la barre à gauche, pour en finir avec « cette social-démocratie qui plonge ». Il plaide pour que le PS français regarde vers la « gauche éclatante en Amérique du Sud ». « Certes dans un environnement bien différent, mais sur un spectre très large, de Chavez à Bachelet en passant par Lula, ils gagnent partout !, s’exclame-t-il. En axant leurs programmes sur la défense des droits sociaux des minorités et des populations indigènes, qui ne sont après tout pas bien différentes de nos classes moyennes et populaires. Ils assument la conflictualité de la société, quand nous voulons expliquer qu’il faut tous aller dans le même sens. »

Congrès du PS : profession de foi de Benoit Hamon

<http://dai.ly/x7f8hl>

La crise financière estivale des “subprimes” va lui permettre de rendre audible son discours de régulation de la finance. Du trio originel du NPS, Hamon est celui qui est désormais en première ligne. Il porte la motion C, devant Emmanuelli, Lienemann, Filoche, Larroutourou et Mélenchon (qui prépare depuis deux ans sa sortie du parti, laquelle interviendra avant même la fin de ce congrès), quand Peillon soutient Ségolène Royal

et que Montebourg s’est rangé derrière Martine Aubry. En rassembleur des ailes gauches, il n’obtient que 18,5 %, mais se présente tout de même à l’élection du premier secrétaire du PS où il recueille 22,5 % au premier tour, avant d’appeler à voter pour Aubry face à Royal au second. La maire de Lille l’emporte après de multiples contestations et avec 102 voix d’avance. Elle fait de Hamon son porte-parole.

La veille de sa nomination à ce poste, le 5 décembre, il se prononce dans un entretien à Mediapart pour que le PS dépose des « propositions de loi sur le rétablissement de l’autorisation administrative de licenciement, pour les licenciements boursiers. Idem sur une baisse immédiate de TVA financée par la suppression du bouclier fiscal, ou sur un moratoire sur les libéralisations en Europe ». À ses yeux, « la priorité n’est pas tant de changer les statuts ou le fonctionnement mais bien de réinstaller le parti là où il devrait être : dehors, dans la rue. Il nous faut retrouver les réflexes de prendre l’écharpe pour les élus et les tracts pour les adhérents. On ressemble à un parti de gouvernement, même quand on est dans l’opposition. Je ne dis pas qu’il faut forcément changer d’attitude selon sa position politique mais, vu le contexte actuel, ce serait bien d’incarner l’opposition auprès de ceux qui protestent ».

Dans un contexte tendu après ce congrès catastrophe, il devient la tête de Turc des proches de François Hollande et de Manuel Valls, et concentre le cœur des critiques envers la direction Aubry. « Ça a du mal à démarrer et pour l’instant, c’est le porte-parole qui occupe tout l’espace médiatique, sans représenter l’unité idéologique de la direction, car il n’y en a pas », regrettait François Rebsamen dans nos colonnes. Avant de prévenir : « Il ne faudrait pas que le PS perde sa culture de gouvernement à force d’être tout le temps dans la rue. Ça ne veut pas dire qu’il faut renoncer à des propositions radicales, mais on ne peut pas transformer le parti en super syndicat ou en PCF ancienne formule. » De son côté, Michel Sapin pointait « le risque de voir Benoît s’imposer avec talent et une certaine légitimité ».

Six mois plus tard, la reprise en main du PS par Aubry commence à fonctionner, et Benoît Hamon jure autant fidélité à la première secrétaire qu’il jure ne plus être dans les manœuvres d’appareil. En mai 2009, il disait ainsi : « En bureau national, les nôtres montent au créneau et “tapent” quand ils ont envie de “taper”. Moi, je trouve ça bien.

Certains pensent que c'est préparé, que "c'est encore un coup de Hamon", alors que ce n'est pas le cas. » « Et puis, les copains savent très bien que je ne suis pas accroché à mon poste de porte-parole. S'il y a des choses qui me déplaisent... », rappelait celui qui avait démissionné de son poste de secrétaire national à l'Europe en novembre 2007, après la décision du PS de voter le traité de Lisbonne.

Hamon et la dizaine de secrétaires proches de lui se concentrent sur la direction du parti, et ne participent pas toujours à la réunion des cadres d'Un monde d'avance, le nouveau nom du courant hamoniste. Toutefois, même s'il garde toujours un œil sur les mouvements de jeunesse, il assure être sorti de la caricature estudiantine à laquelle il se juge trop souvent réduit. « On commence à avoir de vrais réseaux qui sortent du PS, avec des chefs d'entreprise ou des technos qui bossent pour nous. Moi, j'ai besoin d'être alimenté sur le fond. » En marge d'un déplacement à la rencontre des syndicalistes de la "Plastique vallée" (dans l'Ain), un journaliste allemand l'interroge pour savoir s'il se voit président quand il se rase. Hamon le prend au sérieux, et résume ce qui fut et sera sa trajectoire politique : « La règle est simple : si tu te plantes, tu payes. Si tu ne plantes pas, tu passes à l'étape suivante. »

De la convention sur l'égalité réelle à la faute du soutien de Valls à Matignon

Benoît Hamon confie alors avoir « rappelé de vieux copains qui bossent dans la pub ou les sondages », pour lui filer un coup de main. Lui qui a travaillé un temps pour Ipsos dit « prendre des cours informels de communication politique », notamment pour corriger son « Euuuuuuh », devenu sujet de moquerie sur Canal +. « Ils m'ont fait beaucoup de critiques, parfois pas faciles à entendre mais qui font du bien, selon lesquelles je suis trop dur », confiait-il.

Mais en 2009, Hamon perd ses élections européennes, après avoir accepté de n'être qu'en troisième position sur la liste francilienne du PS. Il n'est plus que conseiller municipal de Brétigny-sur-Orge (Essonne) et cherche un travail. Il se fait salarier dans une boîte d'analyse d'opinion qu'il a fondée avec deux copains d'Ipsos (Le fil), et obtient un poste de professeur associé à l'université Paris 8, un bastion historique de l'Unef, pour enseigner la politique internationale.

Au PS, Hamon va profiter des ressources du parti

pour coordonner la convention sur l'égalité réelle, qu'il envisage comme un travail de prospective afin de créer une "boîte à idées" dans laquelle pourra piocher le prochain candidat à la présidentielle. Et ainsi « ouvrir un nouveau cycle de conquêtes sociales pour les vingt prochaines années, en s'inspirant des besoins de la société mobilisée », explique-t-il alors. Avec douze secrétaires nationaux (« parmi les plus jeunes », insiste-t-il), il auditionne « plus de 200 experts, chercheurs, syndicalistes et représentants de la société civile ». Il y forge notamment son point de vue sur une série de thématiques qui, dès lors, le structureront, et ne sont pas pour rien dans sa victoire ce dimanche. Féminisme, lutte contre le contrôle au faciès, déserts médicaux, paiement au forfait des médecins, biens communs, écologie, allocation d'autonomie jeunesse sont en bonne place dans le rapport.

<https://youtu.be/g3fCW--cEL4>

Lors des universités d'automne de son courant Un monde d'avance, en octobre 2010, alors qu'il accueille Pierre Laurent et Olivier Besancenot à la tribune, il imagine une série de manifestations de la rue pour venir en aide au gouvernement, « qui ne pourra pas tout changer tout seul, sans un espace public saturé de revendications en lien avec la question sociale ». Et de citer en guise d'exemple « une mobilisation des étudiants pour revendiquer tout de suite l'allocation d'autonomie ! Pareil pour les salariés pour obtenir l'augmentation des salaires et du Smic ! ». La veille, il expliquait son raisonnement : le but, c'est « d'inventer une gouvernance de gauche où il n'y aurait pas de tournant de la rigueur au bout de deux ans, et pas de tournant de la rigueur du tout ». Mais finalement, il n'y aura pas de « gouvernance de gauche » du tout.

Lors de la convention égalité réelle, Hamon porte la proposition phare du MJS à la charnière des années 2000, l'allocation d'autonomie. Elle existait déjà quand Benoît Hamon le présidait en 1994, et avait été partiellement reprise par Martine Aubry en 1997 (appelée alors « projet Eva », pour « entrée dans la vie active »), mais sans suites. Cette allocation, qui se veut alors « unique » et « regroupant l'ensemble des aides existantes (aides au logement, bourses sur critères sociaux...) » était estimée dans les textes du MJS de l'époque à environ 800 euros. Ramené à sa "tranche 18-25 ans" pour une première application, le revenu universel aujourd'hui prôné par Hamon, et qui a contribué à sa dynamique de

campagne primaire, n'en est finalement pas si éloigné...

<https://youtu.be/Ywvvg7KrzQE>

Sur la forme aussi, Hamon assume lors de cette convention une posture qu'il défendra face aux attaques de ses adversaires internes. Ainsi, déjà traité de « Père Noël » en 2010, comme il le sera durant cette campagne primaire, il réplique alors : « J'ai l'impression que même si j'avais rendu une feuille blanche, certains l'auraient de toute façon trouvée trop rouge. » Tout en revendiquant son « refus de se laisser enfermer dans le débat sur le coût de nos propositions ».

Mais au moment où se lance la campagne de la primaire, pour ne pas se « planter » et pouvoir « passer à l'étape suivante », Benoît Hamon soutient Martine Aubry. Un temps, il a dû envisager de s'y présenter ; sans envie, mais contraint par son courant qui ne pouvait envisager de se ranger derrière Strauss-Kahn. Mais après l'affaire du Sofitel, le cas de conscience s'est réglé de lui-même. Au début du mois de juillet 2011, Hamon est dans son bureau au moment de l'annonce de candidature de sa première secrétaire, si tardive après l'affaire DSK. Il lâche, un peu perplexe : « Bon ben, c'est parti. Enfin... »

Mais la campagne de « Martine » ne décollera jamais, et c'est « François » qui est élu. Hamon se verra reprocher par les siens de ne pas s'y être présenté, ouvrant un boulevard à son ancien camarade du NPS Arnaud Montebourg. Mais il a conservé son courant, qui fera loyalement la campagne de Hollande (le MJS notamment), malgré quelques accrochages avec le directeur de la communication Manuel Valls, et obtiendra 22 députés élus (18 hommes, 4 femmes) à l'Assemblée.



Christiane Taubira et Benoît Hamon. © Reuters

Alors qu'il ne s'y attend guère, Hollande et

Ayrault le promeuvent pourtant ministre délégué à l'économie sociale et solidaire. Il connaît le secteur et y soigne sa cote de confiance, faisant voter deux lois sur le sujet. Hamon se met en retrait, discipline oblige, et tente un temps de justifier l'injustifiable dérive gouvernementale. « Quand il n'est pas d'accord, il ne parle pas. Il bosse, fait son truc, se cogne les lobbies et a fait passer deux lois qui laisseront des traces de ce que peut être une régulation de gauche », justifie alors Laura Slimani, nouvelle présidente du Mouvement des jeunes socialistes. Cette temporisation ne réjouit pas forcément ses troupes : « Benoît n'aurait jamais dû y aller, explique alors Henri Emmanuelli. Surtout pour se retrouver sous-ministre parmi sept autres à Bercy. Ça fait deux fois qu'il nous met dans la merde, après avoir été porte-parole de Aubry au PS. C'est impossible d'être audible dans ces conditions. Le « dedans/dehors », en fait, ça ne marche pas. »

Des multiples sorties de Manuel Valls, annonçant les reniements du pouvoir socialiste souvent en lieu et place du premier ministre Jean-Marc Ayrault, Benoît Hamon n'a jamais dit mot en public. Sauf en novembre 2013, à la tribune de l'université de rentrée de son courant, lors de l'affaire Leonarda. Mais jamais plus depuis. Il a longtemps mis en scène une « bande des quatre » avec Christiane Taubira, Cécile Duflot et Arnaud Montebourg, mais si elle laisse entendre une complicité politique et une autre gauche de gouvernement possible, celle-ci n'exerce qu'un ministère de la parole.

« Benoît a théorisé l'alliance avec Valls, alors que c'est devenu une ligne rouge, un marqueur pour la gauche », se désole le député Pouria Amirshahi, peu avant de quitter le PS. « C'est comme si tout n'était qu'un jeu pour lui, une construction oligopolistique, afin de fausser toute concurrence », renchérit un autre hamoniste déçu. Un autre de ses camarades de longue date le comprendrait presque : « C'est comme s'il se disait que l'histoire est finie, que ça ne bougera plus. Alors, il cherche à rester dans le dispositif... »

« Quand on m'éclabousse délibérément, je réagis »

Alors qu'approchent des municipales aux airs de vote sanction, il intrigue avec Montebourg pour pousser Valls à Matignon. Une reconstitution de ligue rocardienne dissoute ? Quand nous l'interrogeons en mai 2008 sur son parcours et ses origines rocardiennes, Hamon répondait : « C'était le temps où je mettais mes tripes d'un côté

et mon discours politique de l'autre. Je ne renie pas cette expérience, qui m'a apporté des fondements d'action et de pratique actuels, comme l'attention à la délibération collective. Ce "bon côté deuxième gauche", qui fait plus confiance au cheminement collectif qu'à l'avant-garde éclairée. » Mais le vallsisme peut-il être considéré comme une continuité du rocardisme, qui s'est entretemps prolongé avec le strausskahnisme ? Le lien n'est pas si évident, comme le souligne Matthias Fekl, alors jeune député proche de Pierre Moscovici : « Valls est plutôt républicain français, quand nous sommes davantage démocrates américains... »



Arnaud Montebourg et Benoît Hamon, en 2013. © Reuters

En privé, Hamon confie pourtant : « Si on claquait la porte, on précipiterait la fin de l'histoire. Et on se dirait : "tout ça pour ça". » Car s'il ne convainc pas une partie de ses troupes, le quadra n'a pas le goût de l'aile gauche éternelle. Peu avant la présidentielle, il confiait : « Il y a toujours un vieux réflexe chez nous selon lequel si on devenait majoritaire, ce serait la mort du courant... Mais nous, on a une ligne, et on sait où on va. Il ne faut pas offrir la possibilité à ceux qui ne nous aiment pas de nous juger repoussoir. » Un atout qu'il reconnaît aussi à Manuel Valls.

Son proche entourage préfère alors parler de « gentlemen's agreement » ou de « modus operandi ». « Quand ils savent que ça va tanguer, ils ont décidé de se parler en amont, plutôt que de laisser leurs entourages se peigner la gueule », dit un conseiller. Responsable du courant Un monde d'avance, Guillaume Balas estime de son côté qu'« il y a entre eux une vision commune, outre le renouvellement générationnel, celle d'un "a-européisme" privilégiant le retour au patriotisme et le jacobinisme assumant les chocs structurels ».

Autre motivation de Hamon pour composer avec Valls, cette idée qu'il défend en interne au gouvernement : faute de "deuxième temps redistributif", la deuxième partie du quinquennat devrait être celle du rapport de force dans l'Union

européenne. Un point de vue qui lie de longue date Hamon avec Montebourg (ils étaient ensemble dans le courant NPS entre 2002 et 2005) et que pourrait incarner à Matignon un Manuel Valls, dont le volontarisme ne serait alors plus consacré à la stigmatisation des populations d'origine étrangère... Hamon nous certifie alors que « Manuel bouge en matière économique ».

Sept mois plus tard, après s'être fait démissionner avec Montebourg à la suite du « serment de Frangy », le même Hamon admet l'inverse : « On pensait que Manuel était plastique sur l'économie et pouvait incarner un rapport de force sur l'Europe, des positions sur lesquelles il était bien moins tranché que sur la sécurité, la laïcité ou l'ordre républicain. Ça n'a pas marché. »

Quatre mois plus tard, il accepte de revenir plus en détail dans nos colonnes sur ce pacte faustien. « À politique économique constante, je redoutais que la situation sociale ne s'aggrave et que nous n'aboutissions à un affaissement de la république dont le FN sortirait vainqueur, explique-t-il. Avec la déflation qui approchait, les inégalités qui se creusaient, l'échec des municipales, le FN premier parti de France, je pensais que tout cela était de nature à provoquer une prise de conscience dans le gouvernement et un changement de cap. » Mais il ne regrette rien de son départ aux côtés de Montebourg : « Quel aurait été mon poids politique à rester dans un gouvernement qui affirme une ligne politique et économique que je venais de dénoncer ? J'aurais perdu toute forme de crédibilité, et de fait l'autorité pour diriger un grand ministère comme celui de l'éducation nationale. Pour être honnête, je pense que j'y aurais aussi perdu le respect des agents de ce ministère, respect nécessaire pour avancer et poursuivre la refondation de l'école. Assumer ses convictions, quitte à partir, les malveillants y verront une désertion, les bienveillants une manière de redorer le blason de la politique. »



Manuel Valls et Jean-Christophe Cambadélis célèbrent la victoire de Benoît Hamon, au siège du PS le 29 janvier à Paris. © Reuters

Il indique alors qu'il faudra compter avec lui dans les préparatifs de la prochaine présidentielle. Et il s'en prend déjà à Manuel Valls. « On ne peut pas provoquer délibérément la division comme un enfant qui saute dans une grosse flaque d'eau et éclabousse tout le monde autour, critique-t-il. Ceux qui sont éclaboussés se plaignent, mais c'est celui qui est au milieu de la flaque qui pique une grosse colère. Le premier ministre divise, ces divisions font réagir et à la fin il peste contre les irresponsables et appelle à l'unité. Moi, quand on m'éclabousse délibérément, je réagis. »

Lors des universités de Vieux-Boucau à l'automne 2014, Hamon, de retour devant les siens, présente un profil soigneusement travaillé. Certes fidèle à son passé de leader unificateur des ailes gauches du PS, mais considérablement recentré, comme blanchi sous le harnais ministériel de la responsabilité. D'une formule, il dit son ambition : « On peut être radical, mais avec le sourire. » À ses troupes, à qui il recommande d'être « lucide, convaincu et optimiste », il a toutefois souhaité se montrer dans un rôle différent que celui du « chef de bande » qu'il occupait avant son entrée au gouvernement, figure tutélaire de jeunes générations militantes successives. « Benoît n'est plus le Hamon du congrès de Reims, explique alors Guillaume Balas, responsable d'Un monde d'avance. Il a été porte-parole du parti, puis ministre, il incarne plus que son courant. »

Après sa sortie du gouvernement, Hamon occupe pour la première fois les bancs de l'Assemblée nationale. Il confie alors : « Pour l'heure, il convient d'organiser le repli en bon ordre des troupes les plus robustes et de tenter d'allumer quelques étoiles dans la nuit noire. » Ainsi, il s'abstient sur le vote du budget ou propose une résolution pour que la France reconnaisse la Palestine. Puis il tente de négocier avec l'exécutif sur la loi Macron pour éviter, en vain, le 49-3.

Lors du débat sur la déchéance de la nationalité, il proposera un amendement au texte pour faire voter le droit de vote des étrangers aux élections municipales (il sera mis en minorité par la majorité du groupe PS et la droite). Il fait également parler de lui en portant une proposition de loi, puis des amendements, sur la reconnaissance du "burn-out" comme maladie professionnelle. En revanche, ce qui se retrouve dans les engagements étonnamment "faucou" du candidat à la primaire, il votera la loi sur le renseignement et la première prolongation de l'état d'urgence (mais s'abstiendra sur les prolongations suivantes -lire ici-).

« Avec Benoît, on s'éloigne, on ne se fâche pas, et puis on se retrouve »

Vingt-quatre ans après s'être vu confier la présidence du MJS par Manuel Valls, ce dernier aidera une seconde fois son rival victorieux, en pensant pourtant mal faire. Quand Hamon se met sur les rangs pour la succession de Jean-Paul Huchon à la région Île-de-France, il est finalement barré par Claude Bartolone avec l'aval de Matignon, qui l'avait déjà empêché d'être élu président du groupe PS (au profit d'un de ses proches, Carlos Da Silva).

Mais c'est Valérie Pécresse qui finit par l'emporter, sans que Benoît Hamon ne s'y brûle les ailes. Au congrès de Poitiers, il a aussi passé son tour et se range comme tous les frondeurs et les ailes gauches opposés. Comme pour la primaire de 2011, il privilégie « l'étape d'après ».

Le 27 juin dernier, alors que les initiatives visant à une primaire de gauche sont au point mort, Benoît Hamon se lance dans la course. La décision est prise après une réunion de la motion B dans un ancien hôpital parisien, non loin de Denfert-Rochereau (dans la « salle des Petits Débrouillards », ça ne s'invente pas), où a été discuté un texte d'orientation pour la présidentielle tentant « d'articuler souveraineté et écologie », selon son rédacteur Guillaume Balas.

L'ambiance est morose. Gérard Filoche et Marie-Noëlle Lienemann font savoir leur intention d'être candidats. Arnaud Montebourg n'est pas là, et on ne sait pas encore s'il entend être candidat à la primaire du PS, ni si celle-ci aura lieu. Le député de Saint-Denis Mathieu Hanotin, un ancien vice-président de l'Unef du début des années 2000, repart avec Benoît Hamon. « Tu veux faire quoi ? », lui dit-il. « J'y vais », répond-il à celui qui sera son futur directeur de campagne.

Le désormais candidat du PS pour la présidentielle fixe un calendrier d'annonce de la candidature à la mi-juillet, mais l'attentat de Nice repoussera son entrée en campagne qui interviendra finalement à la mi-août, dix jours avant celle d'Arnaud Montebourg. De ce dernier aussi, Hamon s'autonomise, avant de le battre au premier tour et de remporter la bataille de l'incarnation de l'alternative de gauche. « On a beaucoup de choses en commun, on se connaît bien, mais on a aussi des idées différentes, explique-t-il à la fin août 2016, en marge de sa rentrée politique de "tout juste candidat". Lui a une approche colbertiste. J'ai sans doute un déficit



Benoît Hamon, lors de son meeting à Montreuil, le 26 janvier à Montreuil. © Nicolas Serve

de notoriété face à lui, mais j'ai un profil plus rassembleur, qui apprécie Pierre Laurent et Cécile Duflot et discute avec eux. Je me sens beaucoup plus au cœur de la gauche que Hollande ou Mélenchon... »



Benoît Hamon et Bernie Sanders

L'un de ses proches, Antoine Détourné (un ancien président du MJS), résume alors l'état d'esprit de ce lancement de campagne : « Il y a tellement d'incertitudes que c'est comme dans un brouillard de guerre : on avance et on voit quand ça se dissipe. » La campagne qui s'ensuivra, où il réussira à imposer le thème d'un autre rapport au travail et l'idée d'un revenu de base universel, achèvera de l'adouer comme "possible Sanders français", lui qui est allé rencontrer le héros de la gauche américaine à la mi-septembre 2016.

Mais s'il est un homme d'appareil aimant bien faire des coups politiques comme on bluffe lors d'un poker entre étudiants, le candidat Hamon n'est pas pour autant un apparatchik dénué de ligne politique. Et c'est sur une divergence de fond qu'il va se distinguer de Montebourg.

Hamon sait bien qu'il a une carte singulière à jouer sur le sujet des discriminations, alors que la fin de l'été est rythmée par l'hystérie autour de l'interdiction du burkini sur les plages. Il est le plus offensif, et l'un des rares à contester le climat ambiant. « Cette affaire du burkini est en train de faire exploser la gauche », glisse-t-il alors, en soulignant le « silence absolu d'Arnaud Montebourg sur le sujet », comme le point de vue du « nouveau Mélenchon, convaincu d'un complot salafiste sur les plages ».

À l'inverse de Manuel Valls, qui a dit son accord avec les maires prohibitionnistes de la Côte d'Azur, il défend une position « où on définirait les lignes jaunes et ce qu'on ne peut pas accepter, mais en maintenant un dialogue permanent pour tout le reste ». « Dans le moment, dit-il, il est impossible de laisser un électeur de gauche sans candidat défendant un imaginaire métissé et une gauche socialiste sans équivoque. »

Secrétaire général de son courant, l'eurodéputé Guillaume Balas estime alors que « la candidature de Benoît est légitime sur le fond de ce qu'il dit, qu'on n'entend pas beaucoup chez les autres prétendants de gauche, et sur la forme, car vu l'incertitude du moment, tout est possible ». S'il a un temps pris ses distances avec son vieux camarade des années Nouvelle Gauche, il est finalement revenu s'occuper du projet du candidat Hamon. « Quoi qu'il ait fait, quels que soient les désaccords, il a toujours conservé une base fidèle, note-t-il. D'abord parce qu'il tient bon sur le fond, et aussi parce qu'il a un caractère attachant. »

Un autre de ses anciens proches, David Lebon, qui fut ensuite conseiller de Martine Aubry à Solférino puis d'Arnaud Montebourg à Bercy, dresse un même constat bienveillant sur « la conquête du pouvoir made in Hamon », qu'il définit comme une « histoire amicale plus que de leadership ». « Avec Benoît, il n'y a jamais de rupture violente. On s'éloigne, on ne se fâche pas, et puis on se retrouve, et on se rend compte qu'on pense encore à peu près pareil, explique-t-il. Comme formateur politique, il ne cultivait pas de culte de la personnalité. Il n'a pas formé des affidés, mais des gens qui ont un corpus idéologique proche du sien. »

Cette histoire militante, profondément liée au parti socialiste et à ses arcanes, fait de Hamon un fidèle des rites socialistes, et suscite un minimum de respect de la part de ses adversaires de la majorité "hollando-vallsiste tendance Cambadélis" du PS. Anne Hidalgo et Martine Aubry lui ont déjà apporté leur soutien, tout comme avant elles Arnaud Montebourg. Cécile Duflot lui a dit sa sympathie, comme Christiane Taubira, tandis que le PCF voit d'un bon œil la victoire d'un Hamon avec qui les discussions ont toujours été régulières.



Benoît Hamon, en janvier dernier. © Nicolas Serve

politique si complexe, il n'y a qu'un « rocardien de l'aile gauche » pour y voir un « coup » à jouer.

mediapart.fr

Sur le fond, Hamon est resté constant sur ses priorités. Le nouveau rapport au travail et l'allocation d'autonomie jeunesse des débuts de Nouvelle Gauche sont encore au cœur de ses engagements, comme la rénovation institutionnelle ou la critique de l'Union européenne, au gré des rapprochements avec le NPS et la Gauche socialiste. Son virage écologique, comme son souci de la lutte contre les discriminations raciales et de genre, viendront s'ajouter à son profil de désormais candidat socialiste à la présidentielle.

En produit d'une double histoire rénovatrice et sociale, combinant les aspirations de la première comme de la deuxième gauche, Hamon affiche un profil finalement bien plus rassembleur que Montebourg, Peillon ou Valls. À lui de tenter d'incarner le désir de rassemblement à gauche d'un électorat jusque-là désespéré ou dispersé, qui a déjà choisi de se tourner vers Jean-Luc Mélenchon ou Emmanuel Macron.

Son élection apparaît aussi comme l'opportunité de sanctionner le quinquennat de François Hollande et Manuel Valls, dont il va devoir gérer l'héritage et son lourd droit d'inventaire, tout en parvenant à réaliser l'union de la gauche. À de nombreuses reprises par le passé, il a plaidé pour un dépassement du PS vers un parti de toute la gauche. Aujourd'hui, il est coincé entre deux concurrents qui ne lui laissent d'autre espace que celui, fragile, du trait d'union. Dans un contexte

A Suivre...
La Presse en Revue